



**HAL**  
open science

# L'État-nation en question. Le cas espagnol au XIXe siècle

Stéphane Michonneau

► **To cite this version:**

Stéphane Michonneau. L'État-nation en question. Le cas espagnol au XIXe siècle . Jean-Philippe Luis; Xavier Huetz de Lempis. Sortir du labyrinthe, Études d'histoire contemporaine de l'Espagne. Hommage à Gérard Chastagnaret, Casa de Velazquez, pp. 275- 300, 2012, Sortir du labyrinthe, Études d'histoire contemporaine de l'Espagne. Hommage à Gérard Chastagnaret. hal-01686043

**HAL Id: hal-01686043**

**<https://hal.science/hal-01686043v1>**

Submitted on 22 Nov 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **L'État-nation en question. Le cas espagnol au XIXe siècle.**

Par Stéphane Michonneau

L'Espagne constitue à bien des égards un point d'observation déroutant pour celui qui s'intéresse à la formation des États-nations. Ce pays est bien souvent considéré comme un État-nation ancien, à l'instar de la France ou de l'Angleterre : en fait, cette perception est trompeuse. Il y a même un formidable paradoxe à considérer cette impression qu'ont de l'Espagne les Européens et les Latino-américains d'une part, et le sentiment très ancré chez les Espagnols d'une « Espagne invertébrée », comme l'écrivit déjà José Ortega y Gasset en 1921 (Ortega y Gasset 1921).

Il s'agit ici de revenir sur quelques-uns des a priori généralement admis sur la formation de l'État et de la nation en Espagne afin d'en saisir la singularité. Dans un premier temps, nous rendrons compte des conceptions et des débats qui ont présidé jusqu'aujourd'hui à la compréhension de l'histoire de l'État-nation espagnol. Ces considérations, soulignons-le, ont informé profondément la vie politique en pesant lourdement sur la perception des dangers qui menaçaient le pays. Puis, nous insisterons sur les limites du modèle de l'État-nation, inhérentes au fonctionnement de la société espagnole, régie selon des modes d'organisation sociale et politique qui admettent difficilement une logique nationale. Enfin, c'est à la lumière de ces enseignements que nous traiterons de la genèse de « l'État des autonomies » tel qu'il existe aujourd'hui, un mode de gouvernance très original qui, sans être un modèle exportable, est exemplaire de comportements politiques nouveaux. Notre hypothèse est qu'il faut comprendre la naissance de « l'État des autonomies » en 1978 comme une tentative inédite d'accommodement d'une société pluriculturelle et/ou plurinationale en accord avec des droits, des institutions et des règles démocratiques mais aussi avec son histoire.

### **1. L'État-nation espagnol, cet inconnu**

On a longtemps cru que « le principe des nationalités » inspirait le cours de l'histoire contemporaine, c'est-à-dire la tendance que l'État et la nation auraient à coïncider afin de parvenir à une forme supérieure d'organisation des collectivités que serait l'État-nation. Au XIX<sup>e</sup>

siècle dominait l'idée selon laquelle l'État espagnol était l'un des plus anciens du monde et que le nationalisme espagnol était l'une des manifestations les plus précoces du sentiment national en Europe, comme semblait l'avoir prouvé le rejet virulent de l'occupation napoléonienne. Mais les événements tragiques que traversa le pays au cours de ce même siècle, dans lesquels certains historiens reconnaissent une longue guerre civile, ont invalidé cette croyance » (Canal 2012, 25-38).

Dans les années 1840 s'est bâti en Espagne un « roman national » sur le modèle de ce que connut la France à la même époque (Wulff 2003, 97-116). Le monument principal de cette historiographie nationale est *l'Histoire générale de l'Espagne* de Modesto Lafuente (1850) (Lafuente 1850-1867). Cette histoire d'inspiration libérale repose sur une trilogie sacrée censée résumer le destin de l'Espagne : « Unité, Castille, Liberté » (Alvarez Junco 2001, 392 *sq.*). Premièrement, cette tradition intellectuelle s'est persuadée de l'existence immémoriale de la nation espagnole, aux prétendues origines ibères, et considère la Castille comme le moteur unique de son unité. Les moments d'affirmation de cette personnalité nationale a-historique sont la résistance à l'invasion romaine, la reconquête contre l'Islam, la constitution d'un empire global au XVI<sup>e</sup> siècle, et pour finir, la résistance aux armées napoléoniennes. Deuxièmement, cette histoire est inspirée par l'idéologie libérale : le sens de l'histoire de la nation espagnole serait celui du combat pour la liberté. Troisièmement, la nation espagnole se serait tôt cristallisée autour d'un État central fort, particulièrement depuis le mariage des Rois Catholiques à la fin du XV<sup>e</sup> siècle. Selon un mode tout à fait comparable à d'autres historiographies européennes de la même époque, ce discours se fonde sur une conviction : il existerait une identité de destin entre l'histoire de la nation et celle de l'État qui en constitue en quelque sorte sa manifestation concrète.

Dès lors, l'État-nation espagnol est vécu sur le mode de l'évidence, comme un fait accompli dont on ne discute ni l'existence ni la pertinence, et qu'on ne cherche par conséquent ni à construire, ni à renforcer, à la différence de l'Italie par exemple. Cette assurance tranquille est en outre consolidée par trois faits : apparemment, l'Espagne n'est menacée par aucun ennemi héréditaire susceptible de coaguler une identité culturelle de réaction ; son destin n'est pas guidé par un message universel propre différent de celui de l'Église, qui fonderait une identité politique spécifique ; les gouvernements, enfin, n'ont cure d'intégrer au jeu politique des classes subalternes récalcitrantes, comme en France ou au Royaume-Uni. Ce dernier point est

particulièrement important : en effet, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le discours nationaliste espagnol est né du radicalisme libéral, lors des épisodes de la Constitution de Cadix en 1812-1814 et surtout de la révolution de 1820-1823. Dans les années 1840-1843, il acquiert une tonalité conservatrice à une époque où les partis Modérés et Conservateurs dominaient sans partage la vie politique. L'idée nationale, désormais portée par un milieu qu'on pourrait qualifier de « louis-philippard », tend rapidement à perdre le caractère relativement consensuel qui l'a vu naître au sein des élites libérales du début du siècle : en se débarrassant peu à peu des atours du suffrage universel, de la souveraineté populaire, de la garantie des libertés fondamentales et du principe de l'égalité de tous devant la loi, le projet national perd tout contenu démocratique (Fontana 2005, 251-272). Là, nulle révolution de 1848 pour ramener la nation à la démocratie (Peyrou 2008, 151-160). Le fait que jusqu'à une date très récente, le projet de construction de l'État-nation n'ait été lié à la démocratisation sociale et politique – mise à part la courte expérience républicaine dans les années 1930 – est une faiblesse structurelle du processus de construction de l'État-nation.

En dépit d'efforts notables, le consensus dont jouit le projet étatique et national chez les élites monarchistes du régime d'Isabelle II, entre 1833 et 1868, ne conduit paradoxalement pas à asseoir la légitimité de cet État libéral à dominer les populations qui vivent sous son autorité. C'est précisément ce déficit qui est l'une des caractéristiques majeures de l'histoire contemporaine espagnole jusqu'à nos jours. En effet, très tôt, la formation de l'État-nation espagnol entraîne une réaction de rejet vigoureux de la part de plusieurs milieux sociaux et politiques. Jusqu'en 1870, le refus du modèle national s'exprime dans une guerre civile ouverte puis larvée avec un puissant courant légitimiste qu'on appelle, en Espagne, le carlisme. D'ailleurs, l'État libéral est né en 1833 d'un compromis passé avec les carlistes après sept années d'un conflit fratricide dont les premiers pas remontent au début des années 1820 et les racines dans la résistance à Napoléon I<sup>er</sup>. À partir de 1860, le rejet tend à se manifester de plus en plus sous la forme du régionalisme, notamment en Catalogne et au Pays Basque. La conjonction de ces deux phénomènes, qui ne sont pas directement liés entre eux, a raison de la Monarchie qui chute en 1868. La montée en puissance des revendications régionalistes qui implique une redéfinition du projet national composé autour d'un État très franchement centraliste conduit à une crise majeure de l'État-nation espagnol en 1898, à la faveur de la perte des dernières colonies ultramarines (Cuba, Philippines et Porto Rico) à l'issue d'une guerre hasardeuse menée contre les

Etats-Unis (Álvarez Junco 1998, 405-476). C'est alors qu'au tournant du siècle, le catalanisme et le basquisme se convertissent en nationalismes alternatifs au projet espagnol libéral.

La crise de 1898 a des conséquences importantes sur le devenir du projet national et libéral formulé au XIX<sup>e</sup> siècle (Borja de Riquer 2001, 35-58). D'une part, le catalanisme et le basquisme n'entendent pas dissoudre l'Espagne, - bien au contraire pour le premier -, mais proposent un projet étatique alternatif fondé sur le respect du plurinationalisme péninsulaire (Portugal compris, pour certains d'entre eux). Ils brisent donc la croyance jusqu'à présent partagée d'un lien nécessaire entre l'État et la nation pour fonder un autre modèle que l'on pourrait appeler *État-nations*. D'autre part, ces propositions nationalistes ont pour corollaire une réaffirmation très vigoureuse des principes qui fondèrent la construction étatique et nationale univoque tel que le XIX<sup>e</sup> siècle l'avait imaginée : le courant espagnoliste entend ainsi rétablir le lien entre l'État et la nation de manière volontariste et autoritaire, en se restituant notamment l'honneur d'une institution bafoué au cours de la guerre contre les États-Unis : l'armée. Le retour de flamme du néo-nationalisme espagnol, au contenu franchement conservateur, ne fait qu'attiser les mouvements de contestation, lesquels sont abusivement et unilatéralement interprétés par le pouvoir central comme des séparatismes mettant en danger l'unité de la patrie (Anguera 2000, 139-170). Ce débat de plus en plus tendu sur la question de la structuration de l'État et la nature de la nation espagnole est l'un des ressorts des graves crises politiques que connaît alors l'Espagne avec l'instauration d'une dictature militaire entre 1923 et 1930 puis une ultime guerre civile entre 1936 et 1939 (Gonzalez Calleja 2005, 100).

La Seconde République, entre 1931 et 1939, tente pourtant de résoudre la « question nationale » en octroyant à la Catalogne et au Pays Basque des statuts d'autonomie à l'intérieur de l'État-nation espagnol, suivant en cela d'anciennes tentatives d'aménagement des années 1909-1914 (Núñez Seixas 2006, 11-17). Le franquisme victorieux en 1939 prend une tout autre voie, celle de la contre-réaction espagnoliste ultra-réactionnaire, dans la droite ligne du discours sur l'État-nation du début du XX<sup>e</sup> siècle. Il défend la conception un État fort et centralisé et d'une nation unitaire autour du noyau castillan. Ce modèle, comme on sait, ne survit pas à la mort du dictateur en 1975. En 1978, un nouveau compromis historique détermine un consensus relatif mais instable sur la nature de l'État décentralisé. Par contre, le débat sur la nature unique ou plurielle de la nation espagnole demeure extrêmement vif. C'est l'une des grandes originalités de

la vie politique espagnole que d'entretenir continuellement un débat sur la nature de la nation qui, ailleurs, dans la France ou le Portugal voisin, est tranché depuis longtemps.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le débat intellectuel et historiographique reflète cette complexité, en particulier en Catalogne, au Pays Basque ou en Galice, là où le sentiment national espagnol ne fut jamais vécu sur le mode de l'évidence, ce que les autres Espagnols interprétèrent précocement comme « problème ». On connaît désormais bien l'histoire des nationalismes alternatifs que d'aucuns appellent significativement « nationalismes périphériques », comme si l'existence ou la légitimité supérieure de la nation espagnole castillano-centrée allait de soi. Par contre, il demeura longtemps une grande inconnue que les chercheurs en sciences humaines tardèrent à identifier comme un objet problématique : le nationalisme espagnol. En effet, si les nationalismes « périphériques » faisaient problème, il fallait prioritairement expliquer ces monstres historiographiques. Le nationalisme espagnol, lui, était soit naturel, soit inintéressant. Cette perspective recoupe paradoxalement celle des historiens catalanistes ou basquistes qui cherchaient à fonder la croyance dans l'existence nationale de leurs pays respectifs. Finalement, dans les années 1990, alors que s'imposaient à l'échelle internationale les perspectives constructivistes de l'histoire des États-nations, les historiens se saisissent du problème de l'État-nation espagnol (Archilés 2011, 245-330 et Moreno Luzon 2007, 13-24). Ces recherches tendent alors à comprendre l'articulation entre ce que Charles Tilly dénomme les « *state-led nationalisms* », c'est-à-dire les nationalismes développés par et dans le cadre d'un État déjà préexistant comme le serait le projet espagnol, et les « *state-seeking nationalisms* », c'est-à-dire les nationalismes aspirant à construire des États (pas nécessairement sécessionnistes d'ailleurs) comme l'illustreraient les cas catalan ou basque.

Le principal acquis de ces recherches est remarquable : selon une intuition que Juan José Linz avait formulée en 1973 (Linz 1973, 201-256), les historiens considèrent majoritairement que le problème national en Espagne ne vient pas d'un d'État central oppresseur des nationalismes alternatifs mais au contraire, de sa faiblesse congénitale. En 1992, la thèse de l'incapacité de l'État à nationaliser efficacement les Espagnols autour de lui fait florès, notamment chez Borja de Riquer (1992, 353-366) auquel répond Juan Pablo Fusi (2000, 163-196). La faible nationalisation de l'Espagne expliquerait *a contrario* le succès des nationalismes alternatifs qui prétendaient réussir là où l'État central avait échoué. L'origine du « problème national » n'était donc plus à rechercher du côté d'un trop-plein d'État, comme l'affirmaient jusqu'alors les

historiens catalanistes et basquistes, mais plutôt du côté de celui de ses manques qu'il aurait fallu palier (Nuñez Seixas 1992, 25-58).

## **2. La faiblesse de la nationalisation de l'Espagne**

Un nouveau consensus intellectuel s'est désormais construit autour de l'idée de la faiblesse du sentiment national espagnol (Molina Aparicio 2005, 147-171). Sans préjuger de fortes différences d'appréciations, on peut dire que ce nouveau paradigme interprétatif a conduit à revisiter de fond en comble l'histoire récente de l'Espagne, réservant ça et là de nombreuses surprises permettant de nuancer l'hypothèse de départ.

Évoquons cinq faisceaux de certitudes. Tout d'abord, la Guerre d'Indépendance, ainsi dénommée vers 1830 pour désigner les guerres napoléoniennes et la révolution qui s'en suivit entre 1808 et 1814, n'est plus considérée comme l'acte de naissance de la nation moderne. Il apparaît d'une part, que la nature de la résistance anti-française n'est pas nationale, contrairement à ce qu'affirmait la mythologie du Deux-Mai qui voulut en faire un 14 Juillet espagnol, c'est-à-dire un jour d'affirmation de la souveraineté populaire (Demange 2004, 279-286 ; Demange 2007, I ; Luis 2011, 10-14). D'autre part, le travail des parlementaires réfugiés à Cadix pour accoucher d'une constitution, en 1812, est essentiellement inspiré par une volonté de restauration de l'ordre ancien bouleversé en mai 1808 par la double abdication des monarques espagnols à Bayonne. La Constitution de Cadix n'est donc pas instauratrice d'un nouvel ordre national et libéral (Garriga 2010). Le libéralisme doit être ici compris dans son environnement hispanique qui le rend indissociable de la réaction des élites américaines de la Monarchie : or, ces dernières qui ont en horreur la Révolution française et ses perspectives émancipatrices, ne souhaitent pas de rupture politique. C'est pourquoi le libéralisme hispanique est conservateur et qu'il tend à reconsolider les fondements sociaux et politiques de la société d'Ancien Régime en rejetant en particulier la liberté religieuse.

Deuxième apport de ces travaux : la question de l'État moderne. Au contraire d'un préjugé qui valorisait la continuité entre l'État d'Ancien régime et l'État moderne, la puissance des événements révolutionnaires de 1808-1814 invite à repenser les conditions de l'apparition d'un État moderne fondé sur une administration organisée et autonome. L'édification de l'État sur les fondements politiques et économiques du libéralisme s'accélère surtout à partir de la

décennie 1830, sur les cendres de la longue guerre civile menée contre le carlisme (1833-1939). Certes, cet État reprend un certain nombre des principes qui avaient inspiré l'ancien État, notamment la centralisation, la défense de l'unité péninsulaire et l'homogénéisation de l'administration. Cependant, la faiblesse de ses ressources fiscales et le consensus fragile qui préside à sa naissance accentue une forme d'invertébration sociale et économique. Ces déséquilibres structureaux alimentent de forts clivages entre les intérêts des élites censées porter le projet national. En dépit d'un substrat culturel hérité d'une exceptionnelle cohérence, les élites culturelles qui ont indéniablement travaillé à la construction nationale n'ont pas réussi à favoriser une forte unification culturelle, notamment sur le plan scolaire et par conséquent linguistique (Álvarez Junco 2001, 63-95). Enfin, le projet national se fonde sur l'exclusion politique et ne se soucie pas d'intégrer le citoyen en lui proposant un projet politique attirant. L'État, quant à lui, est dévoyé et inefficace du fait même des profondes divisions des élites politiques, économiques, religieuses et culturelles. L'administration centralisée et uniformisée reste aux mains des oligarchies qui s'emploient à privatiser le bien public. Le prestige du régime libéral auprès de la population s'en trouve forcément diminué et finalement, la conscience d'appartenir à un tout est faiblement partagée.

Troisièmement, les travaux historiques montrent la vigueur que prirent au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles les débats sur la forme de l'État (Fusi 1994, 77-90). En effet, chez les élites qui partagent l'idéal national espagnol, on ne parvient pas à s'entendre sur la forme que doit revêtir l'État (Michonneau 2012, 275-300). Il faut souligner notamment la force des propositions alternatives qui émanent des puissantes bourgeoisies provinciales, à Barcelone tout particulièrement, la première ville du pays en richesse et en nombre de population, mais aussi à Bilbao. Là, à partir des années 1830, le libéralisme connaît un développement spécifique, mêlé de radicalisme persistant et de provincialisme (Fontana 1988, 453-464). Quatre idées maîtresses le caractérisent : l'industrialisme qui entend favoriser les intérêts de l'industrie et du commerce sur ceux du secteur agricole, d'où d'intenses controverses sur la politique douanière qui doit être protectionniste selon les premiers, libre-échangiste selon les seconds ; le catholicisme ultra qui fait de la religion le ciment par excellence de la nation ; l'impérialisme qui pousse à défendre coûte que coûte les tentatives plus ou moins vaines de recomposition d'un empire colonial espagnol ; enfin, la lutte contre le centralisme en vue de défendre une capacité régionale de gestion des affaires. On est surpris par la cohérence de ces propositions qui, si elles ne remettent

pas en question l'existence de la nation espagnole, conçoivent l'État d'une manière originale, c'est-à-dire fortement décentralisé. Ainsi, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la « question étatique » est bien plus prégnante que la « question nationale ».

Quatrièmement, les projets nationalistes alternatifs qui surgissent à la fin des années 1890 sont désormais mieux compris : il ne s'agit pas, comme on l'a longtemps cru, de phénomènes sécessionnistes. Bien autrement, ces projets sont alternatifs au sens où ils proposent une autre conception de l'Espagne fondée sur la rupture du lien prétendument nécessaire entre État et nation. Le catalanisme en particulier entretient l'espoir de refonder l'État sur les bases de ce que le provincialisme avait conçu. D'un point de vue national, il imagine que l'Espagne est une union de nations comme l'était à son époque l'Autriche-Hongrie. Cette idée, il l'en hérite d'un puissant courant fédéraliste né en Catalogne à l'intérieur du républicanisme (Duarte 1987, 99-120). Or, dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, un républicain sur deux est catalan. Autre projet capital : à l'heure où la « nation castillane » se révélerait exsangue et incapable de défendre un projet national cohérent et un projet impérial conquérant (*cf.* la perte de Cuba et des Philippines), la « nation catalane » se propose de relever le défi du redressement de l'Espagne : pour ce faire, elle se propose de recomposer la Péninsule autour d'elle sur les principes fédératif, impérialiste, catholique et industrialiste. C'est bien une « envie d'Espagne » qui est au fondement du catalanisme.

Pour finir, les historiens cernent désormais mieux la nature de l'élan espagnoliste et régénérateur qui anime l'Espagne à partir du Désastre de 1898. Des instruments d'homogénéisation culturelle sont alors mis en place reposant sur l'action de l'école et de l'armée. Des symboles indiscutés sont érigés : un drapeau, un hymne, une fête nationale, un monarque aimé et respecté – le jeune Alphonse XIII dont le couronnement en 1904 a soulevé l'enthousiasme, même en Catalogne (Moreno Luzón 2003, 213-238). La promesse de la régénération nationale qui inspire également le catalanisme, comme on l'a vu, submerge littéralement la vie culturelle du pays qui connaît un âge d'or culturel. Les soulèvements militaires qui se multiplient à partir de 1917, ceux qui réussissent, comme en septembre 1923 mais aussi ceux qui échouent, comme en juillet 1936, sont les enfants de ces tentatives de redressement contre un prétendu déclin national. Le militarisme, allié à un projet colonial au Maroc tardivement et maladroitement engagé entre 1909 et 1923, tend à constituer l'élément

structurant de cet élan nationaliste. Ainsi, en Espagne comme ailleurs, on lie désormais fortement le projet de l'État-nation au projet de l'État-empire.

Cependant, il faut bien constater l'évidence : la nationalisation des Espagnols intervient bien tardivement et incomplètement. Dans certaines parties de l'Espagne, d'autres propositions nationales ont le vent en poupe avec leurs drapeaux, leurs fêtes nationales, leurs politiques linguistiques propres, etc. (Serrano 1999, 7-18 ; Michonneau 2002, 425-429 ; Molina Aparicio 2005, 249-280). Là, les identités locales et englobantes deviennent de plus en plus exclusives les unes des autres. Si bien qu'au fur et à mesure qu'il se construit et se renforce au XIX<sup>e</sup> siècle, l'État-nation espagnol semble paradoxalement disparaître comme une réalité sociale évidente et partagée. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, il doit subir des remises en questions diffuses et multiples qui sapent sa légitimité et des revendications de tout type tendent à s'exprimer hors du cadre national libéral, notamment celles émanant des classes travailleuses.

Si donc il existe une forme de consensus sur l'idée de « la faiblesse du processus de diffusion social de l'identité nationale espagnole moderne », nombre d'interrogations importantes restent en suspens. Une question épineuse est la suivante : si le sentiment national est si faible au XIX<sup>e</sup> siècle, cela se doit-il à l'histoire plus ancienne de la Monarchie? Le constat de la faiblesse du sentiment national au XIX<sup>e</sup> siècle se heurte en effet à la question du sentiment d'appartenance espagnol entre le XVI<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle, que l'on sait fort. Pour rendre compte de cet apparent paradoxe, on tend aujourd'hui à distinguer le « sentiment national » tel qu'il existe au XIX<sup>e</sup> siècle et « patriotisme ethnique » qui caractériserait l'Ancien Régime : au sens de Benedict Anderson, le premier est un sentiment de solidarité envers un compatriote que l'on ne connaît pas alors que le second est un élan solidaire envers un proche. La Guerre d'Indépendance, acte fondateur supposé du nationalisme espagnol, ne serait pas la manifestation du « sentiment national » mais bien plutôt le moment de l'affirmation d'un « patriotisme ethnique ». En effet, à l'époque moderne d'une part, l'État ne cesse d'être une réalité composite et agrégative où la centralisation est tardivement réalisée, et principalement conduite à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par le courant réformiste des Lumières. La crise dynastique dont Napoléon sait si habilement tirer parti en imposant la double abdication de Charles IV et de son fils Ferdinand au bénéfice de son frère Joseph Bonaparte, est née d'une contestation extrêmement profonde contre les réformes entreprises. C'est cette contestation qui prend la tête de la résistance aux Français en 1808 par l'intermédiaire d'innombrables juntas locales qui organisent la lutte armée en lieu et place d'un

État défaillant, ou simplement josphiste. Ainsi, les guerres napoléoniennes sont le moment d'une puissante résurgence du sentiment patriotique dont les ressorts sont ethniques davantage que politiques, et qui plongent ses racines dans le renforcement des corps sociaux structurant la société d'Ancien régime. Ce mouvement pousse les parlementaires de Cadix à élaborer une constitution dans le but de restaurer l'autorité politique vacillante, dans la mesure où le roi est absent, retenu prisonnier par Napoléon au château de Valençay. Mais en assumant l'autorité du monarque absent et sous la pression de la guerre, l'assemblée qui ne cherchait qu'à restaurer l'ordre perdu dû assumer une forme de souveraineté qui la rebutait. La nation espagnole voyait le jour pour ainsi dire à contrecœur, accidentellement. Logiquement, c'est bien le libéralisme hispanique qui enfanta la nation espagnole, et non l'inverse.

### **3. L'État-nation, une hégémonie discutée**

La réflexion sur l'État-nation aborde aujourd'hui une nouvelle phase qui conduit à considérer un certain nombre d'angles morts que les analyses précédentes ont laissés dans l'ombre. Les critiques sont de deux ordres.

D'un côté, on peut dire que les recherches ont été victimes d'un aveuglement dû à la force du mythe de l'État-nation. En effet, le lien entre l'État et la nation a non seulement été considéré comme nécessaire mais de plus caractéristique de la modernité politique. La difficulté vient de la vision souvent partielle que l'on a du processus de la nationalisation, un processus dont on croit pouvoir juger la réussite ou l'échec à la lumière d'autres cas, notamment le français. Ce problème renvoie aux distorsions qu'introduit le comparatisme en exagérant l'incidence des initiatives étatiques dans la naissance et la diffusion du sentiment national. En effet, il existe en Espagne un promoteur infatigable de l'idée nationale qui a échappé au regard des chercheurs : l'Église. La question est complexe dans la mesure où l'on a considéré jusqu'à des temps très récents que l'Église, par sa nature profondément antilibérale en Espagne, ne pouvait pas avoir participé à la « fabrique des citoyens ». Or, l'exemple de la nationalisation du Pays Basque prouve le contraire (Ostolaza 2007, 163-184).

Plutôt que de mettre l'accent sur le rôle moteur de l'État, la question de la nationalisation gagnerait sans doute à mieux étudier les ressorts sociaux et économiques du sentiment national. Ainsi, les historiens de Valence ont souligné l'importance du patriotisme populaire, notamment

lors de la guerre d'Afrique en 1859-1860 (Molina Aparicio 2007, 105-126). De même, la prise des îles Carolines en 1885 et la perte de Cuba en 1898 ont suscité des élans nationalistes incontestables dans les classes moyennes urbaines, à Barcelone comme à Madrid. Le républicanisme souvent professé par ces couches de population tend à renforcer ce nationalisme diffus. La question scolaire, autre exemple, est en plein renouveau. L'école, longtemps désignée comme la principale cause de la faiblesse du sentiment national, semble avoir eu un rôle plus important que ce qui a été dit. Toute la question est d'acquérir une compréhension fine de ces phénomènes difficiles à documenter.

Si l'on considère finalement que les identités ne sont pas exclusives les unes des autres mais sont en pratique complémentaires, le problème de l'identité nationale a partie liée avec les autres formes d'identités sociale substitutives - identités de classe, identité de genre, identités religieuses ou professionnelles, etc. Le *switch off* identitaire permet au même individu de se revendiquer « espagnol » à l'étranger et « catalan » à Barcelone, « barcelonais » à Madrid et « européen » à New York. Les modes d'appropriation culturelle divers et la pluralité des formes et des revendications nationales sont désormais à l'ordre du jour. Ainsi, Josep Maria Fradera a avancé l'idée très importante du « double patriotisme » (Fradera 2002, 87-100) : il affirme qu'il n'y a pas au XIX<sup>e</sup> siècle de contradiction entre l'attachement à la patrie (locale) et le désir ardent de construire un État-nation espagnol solide. Les Renaissances culturelles catalanes et valenciennes sont ici interprétées non pas comme les expressions d'un protonationalisme sécessionniste mais comme des manifestations locales mais originales du nationalisme espagnol, le plus souvent ignorées par le reste de l'Espagne. Ainsi, comme en France, l'attachement à la nation passe par la « petite patrie » (Fradera 1992, 23-31 et 2009, 95-104).

Un second courant critique va encore plus loin: en fait, la question de l'État-nation espagnole souffrirait d'une incompréhension de fond sur la nature de l'État et le rôle des élites. Dans les travaux en cours, la conception de l'État développée serait excessivement fonctionnaliste et finirait par en faire une entité a-historique au-dessus de la société. Or, si l'on veut bien considérer davantage les hommes qui peuplent l'État à tous les niveaux, on comprend que les divisions des premiers fait la faiblesse du second. Le problème est alors de comprendre la nature de ces divisions. L'école historiographique catalane qui s'est depuis traditionnellement penchée sur l'histoire des élites « bourgeoises » en fit un portrait dithyrambique qui montrait combien ces élites vivaient et se vivaient loin de Madrid (Vicens Vives 1958, rééd. 1994, 230-261). Ces

travaux insistent sur la nature *provinciale* d'une l'Espagne où les élites locales sont des intermédiaires nécessaires entre l'État et la population. D'où l'importance du caciquisme. Ainsi, la fragmentation géographique de l'Espagne repose sur une réalité sociale fondamentale que de nombreux contemporains ont soulignée : Ortega y Gasset ne disait-il pas que l'influence de Madrid terminait à six kilomètres de la capitale ? Il semblerait donc que les nationalismes alternatifs expriment une réalité de pouvoir, celles d'élites qui cherchent à consolider un mode de cohésion social moderne – le nationalisme – non pas tant contre l'État central mais surtout pour suppléer les manques d'un État incapable de fournir une réponse adéquate et constante à leurs problèmes particuliers.

En suivant cette ligne, il est possible de mettre à jour des mécanismes de solidarité sociale hérités qui se réactualisent en se substituent à la logique nationale. Ainsi en est-il des juntas locales au XIX<sup>e</sup> siècle qui exprimeraient le renouveau d'une conception holiste de la société reposant sur des solidarités entre proches, typique des sociétés de l'interconnaissance (Hocquellet 2001, 337-350). On peut y voir l'origine du mouvement cantonaliste (communalisme en France) qui surgit dans les années 1870. Une décennie plus tard, ce courant alimente une partie du fédéralisme républicain. L'attention portée aux formes infranationales d'organisation sociale et politique invite à nuancer le poids de la tradition nationale dans les sociétés du XIX<sup>e</sup> siècle. À l'inverse, on est frappé en Espagne par la force des logiques supranationales qui irriguent constamment la vie politique : l'ibéro-américanisme né vers 1880 tend à instituer une communauté entre les Espagnols et les Latino-américains (Marcihacy 2010, 67-78 et 168-205 ; Sepulveda 2005, 199-186). Depuis 1918, la fête nationale espagnole est justement le Jour de l'Hispanité, anniversaire supposé de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Il ne faut pas négliger la puissance de ces liens de nature impériale qui demeurent vivants et dont les effets de retour sur la construction de l'État-nation surprennent : c'est à la Havane qu'est né le courant indépendantiste catalan. Le drapeau cubain sert de modèle au drapeau indépendantiste catalan. On a vu par ailleurs que le catalanisme assumait bien volontiers une ambition impérialiste qu'il considérait décadente à Madrid. Bien loin de vouloir être « la Belgique des Pyrénées », selon l'expression de Francesc Macià, premier président de la Généralité en 1932, la Catalogne a surtout rêvé d'être « la Prusse du monde hispanique », y compris dans sa dimension américaine. Comme l'a montré Enric Ucelay Da-Cal, la question nationale n'est jamais en

Espagne qu'une dimension de la question de la « crise des sociétés impériales » (Ucelay Da-Cal 2003 49-80, Charle 2001).

## **Conclusion**

L'Espagne présente un cas paradigmatique d'État-nation introuvable parce que comme en Amérique latine, la fabrique des Espagnols n'alla pas de pair avec la fabrique des citoyens. La dissociation du projet national et du projet politique, sauf entre 1931 et 1939, fut lourde de conséquence : l'échec de la II<sup>de</sup> République a consommé le divorce entre l'idée de nation et l'idéal démocratique et sous le franquisme, les courants les plus conservateurs, militaristes et antidémocratiques ont « séquestré » la nation (Nuñez Seixas, Michonneau 2014) . Il résulte pour la jeune démocratie des années 1970 une difficulté à redéfinir un modèle national qui a été bâti largement en dehors de sa tradition de pensée.

Au contraire, dès les années 1960, les nationalismes alternatifs furent auréolés d'un prestige démocratique qu'ils ont partiellement gardés. Les cercles démocrates-chrétiens jouèrent ici un rôle central dans la nationalisation démocratique des populations. Une fois de plus, la remise en question de l'autoritarisme coïncida avec la critique de la centralisation de l'État qui, cette fois-ci, devait aboutir à une révolution du mode de gouvernance. L'article II de la constitution de 1978 proclama à la fois « l'indissoluble unité de la nation espagnole » et « le droit à l'autonomie des nationalités et des régions qui la composent ». Après la mort du dictateur, la création d'un « État des autonomies » reposa sur une volonté consensuelle. Mais le caractère vague et même contradictoire du texte fondateur ressortit rapidement, ce qui refléta à nouveau la faiblesse constitutive de la légitimité de l'État en Espagne (Requejo 2007, 161-180).

Les évolutions récentes de l'État des autonomies ont montré les limites de cette solution constitutionnelle : il persiste un climat de défiance qui alimente une grande conflictualité politique. C'est pourquoi le développement autonome s'est accompagné d'un processus de judiciarisation auprès du Tribunal constitutionnel. À partir de 1993, les partis majoritaires qui avaient besoin du soutien des partis nationalistes basque et catalan passèrent une série d'accords bilatéraux qui contribua à déséquilibrer l'État des autonomies puisque dans son fonctionnement pratique, la régulation du système dépend de plus en plus du résultat des élections générales et

non pas de mécanismes institutionnels stables. On peut dire ainsi que l'État des autonomies tend à se « déconstitutionnaliser », ce qui signifie qu'il ne s'est jamais stabilisé.

Pour autant, le système demeure ouvert et évolutif, ce qui permet *in fine* le développement d'une culture de consensus démocratique. Sans être un système imitable ou même transférable stricto sensu à d'autres contextes, c'est un ensemble d'expériences historiques inédites qui constituent un bon exemple de ce que peut être une gouvernance respectueuse de la diversité de la société, de la recomposition des pouvoirs et des territoires. La « question nationale », qui était considérée au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles comme un problème, est devenue depuis 1978 un atout, c'est-à-dire un lieu de construction démocratique.

## Bibliographie

- Anguera P. (2000), *Els precedents del catalanisme. Catalanitat i anticontralisme: 1808-1868*, Barcelone, Empúries.
- Archilés F. (2011), « Melancólico bucle. Narrativa de la nación fracasada e historiografía española contemporánea », in Saz I. & Archilés F., *Estudios sobre nacionalismo y nación en la España contemporánea*, Saragosse, Prensas Universitarias de Zaragoza.
- Canal J. (2012), « Guerras civiles en Europa en el siglo XIX o guerra civil europea », in Canal J. & González Calleja E. (eds), *Guerras civiles. Una clave para entender la Europa del los siglos XIX y XX*, Madrid, Casa de Velázquez.
- Charle C. (2001), *La crise des sociétés impériales, Allemagne, France, Grande-Bretagne (1900-1940)*, Paris, Seuil.
- Demange C. (2002), *El Dos de Mayo. Mito y fiesta nacional (1808-1958)*, Madrid, Marcial Pons.
- Demange C., Géral P., Hocquelllet R., Michonneau S. & Salgues M. (2007), *Sombras de Mayo. Mitos y memorias de la Guerra de la Independencia en España (1808-1908)*, Madrid, Casa de Velázquez Iere partie.
- Duarte A. (1987), *El republicanisme català a la fi del segle XIX*, Vic, Eumo.
- Fontana J. (1988), « La fi de l'antic règim i la industrialització, 1787-1868 », in Vilar P. (dir.), *Història de Catalunya*, Barcelona, Edicions 62.
- Fontana J. (2005) *Aturar el temps (II). La segona Restauració espanyola, 1823-1834*, Barcelona, Crítica.

- Fradera J. M. (1992), *Cultura nacional en una societat dividida*, Barcelone, Curial.
- Fradera J. M. (2002), « El proyecto liberal catalán y los imperativos del doble patriotismo », in Anna Maria Garcia (ed.), *España, ¿nación de naciones ?*, Madrid, pp. 87-100.
- Fradera J. M. (2009), *La pàtria dels catalans. Història, política, cultura*, Barcelona, La Magrana.
- Fusi J. P. (2000), *España. La evolución de la identidad nacional*, Madrid, Temas de Hoy.
- Fusi J. B. (1994), « Centralismo y localismo : la formación del Estado español », in Cortázar G. (ed.), *Nación y Estado en la España liberal*. Madrid, Noesis.
- Garriga C. (coord.) (2010), *Historia y constitución. Trayectos del constitucionalismo hispano*, Madrid, Universidad Autónoma de Madrid.
- González Calleja E. (2005), *La España de Primo de Rivera. La modernización autoritaria 1923-1930*, Madrid, Alianza
- Hocquelllet R. (2001), *Résistance et révolution durant l'occupation napoléonienne en Espagne, 1808-1812*, Paris, La Boutique de l'Histoire.
- Lafuente M. (rééd. 2002), *Historia general de España desde los tiempos más remotos hasta nuestros días*, Pamplona, Urgoiti.
- Linz J. J. (1973), « Early State Building and Late Peripheral Nationalisms against the State : the case of Spain », in Eisenstadt S. N. & Rokkan S. (eds), *Building States and Nations*, vol. II, Beverly Hills, Sage, pp. 201-256.
- Luis J.-P. (2002), *L'utopie réactionnaire. Épuration et modernisation de l'État dans l'Espagne de la fin de l'Ancien Régime (1823-1834)*, Madrid, Casa de Velázquez.
- Luis J.-P. (2011), *La guerre d'Indépendance espagnole et le libéralisme au XIXe siècle*, Madrid, Casa de Velázquez.
- Marcilhacy D. (2010), *Raza Hispana. Hispanoamericanismo e imaginario nacional en la España de la Restauración*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales.
- Michonneau S. (2002), *Barcelona. Memòria i identitat*, Vic, Eumo.
- Michonneau S. (2012), « L'État-nation en question. Le cas espagnol au XIXe siècle », in Huetz de Lempis X. & Luis J.-P. (dir.), *Sortir du labyrinthe. Études d'histoire contemporaine de l'Espagne. Hommage à Gérard Chastagnaret*, Madrid, Casa de Velázquez, pp. 275-300.
- Molina Aparicio F. (2005), « Modernidad e identidad nacional. El nacionalismo español del siglo XIX y su historiografía », *Historia Social*, 52-2, pp. 147-171.

- Molina Aparicio F. (2005), *La tierra del martirio español. El País Vasco y España en el siglo del nacionalismo*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales.
- Molina Aparicio F. (2007), « Una nación en armas contra sí misma. Mobilización, patriotismo, ciudadanía y nacionalismo en España 1868-1876 », in Moreno Luzón J. (dir.), *Construir España. Nacionalismo español y procesos de nacionalización*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales.
- Moreno Luzón J. (2003), *Alfonso XIII, un político en el trono*, Madrid, Marcial Pons.
- Moreno Luzón J. (2007), « El fin de la melancolía », in Moreno Luzón J. (dir.), *Construir España, Nacionalismo español y procesos de nacionalización*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales.
- Núñez-Seixas X.-M. (1992), « Nacionalismos e Historia », *Spagna Contemporanea*, 2, pp. 25-58.
- Núñez-Seixas, Xosé-Manoel (2006) (ed.), *La construcción de la identidad regional en Europa y España (siglos XIX y XX)*, *Ayer*, 64-4.
- Núñez-Seixas X.-M. & Michonneau S. (2014), *Imaginarios y representaciones de España durante el franquismo*, Madrid, Casa de Velázquez.
- Ortega y Gasset J. (1921), *La España invertebrada*, Madrid, Caple.
- Ostolaza M. (2007), « La Nación española en el País Vasco, 1857-1931 : el papel de la escuela », in Castells L. (ed.), *El País Vasco y España. Identidades, Nacionalismos y Estado*, Bilbao, Universidad del País Vasco, pp. 163-184.
- Peyrou F. (2008), *Tribunos del pueblo. Demócratas y republicanos durante el reinado de Isabel II*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales.
- Requejo F. (2007), *Federalismo plurinacional y pluralismo de valores. El caso español*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales.
- Riquer B. de (1992), « La faiblesse du processus de construction nationale en Espagne au XXe siècle », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 41-42, pp. 353-366.
- Riquer B. de (2001), *Escolta Espanya. La cuestión catalana en la época liberal*, Madrid, Marcial Pons.
- Sepúlveda I. (2005), *El sueño de la madre patria. Hispanoamericanismo y nacionalismo*, Madrid, Fundación Carolina.
- Serrano C. (1999), *El nacimiento de Carmen. Símbolos, mitos y nación*, Madrid, Taurus.
- Ucelay Da-Cal E. (2003), *El imperialismo catalán*, Barcelona, Edhasa.

Vicens Vives J. (1958 rééd. 1994), *Industrials i polítics*, Barcelona, Vicens Vives.

Wulff F. (2003), *Las esencias patrias. Historiografía e historia antigua en la construcción de la identidad española (siglos XVI-XX)*, Barcelona, Crítica.